

SYNTHÈSE D'APPRENTISSAGE

Un voyage de partenariat et de renforcement des capacités avec le Gouvernement du Viet Nam

QUINZE POUR CENT DES CITOYENS VIETNAMIENS SOUFFRENT D'UN OU PLUSIEURS HANDICAPS. IL S'AGIT DE HANDICAPS PHYSIQUES, MENTAUX ET ÉMOTIONNELS DONT BEAUCOUP SONT LIÉS AUX GUERRES DVASTATRICES DES ANNÉES 60 ET 70. BIEN QUE LE VIET NAM AIT UNE TRADITION SOLIDE DANS LES SOINS AUX PERSONNES HANDICAPÉES, LA STIGMATISATION EST FORTE ET CES PERSONNES ONT ÉTÉ SOUVENT RELÉGUÉES À UNE VIE DE DÉPENDANCE ET D'ISOLEMENT AU SEIN DE LEURS FAMILLES.

REPÉRER UNE LACUNE ESSENTIELLE DANS LE SOUTIEN AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Quinze pour cent des citoyens vietnamiens souffrent d'un ou plusieurs handicaps. Il s'agit de handicaps physiques, mentaux et émotionnels, dont beaucoup sont liés aux guerres dévastatrices des années 60 et 70. Bien que Le Viet Nam ait une tradition solide dans les soins aux personnes handicapées, la stigmatisation est forte et ces personnes ont été souvent reléguées à une vie de dépendance et d'isolement au sein de leurs familles.

Afin de promouvoir l'inclusion des personnes handicapées, en 2010 le Gouvernement du Viet Nam a établi une base solide de politiques nationales ayant pour objectif de garantir des droits égaux et équitables, l'accès aux services et l'inclusion de tous les citoyens. Ces politiques sont essentielles pour aboutir à une inclusion complète. Cependant, les bénéficiaires visés n'ont pas tout à fait compris le cadre juridique et n'en ont pas tiré profit de façon optimale.



Une jeune fille pratique la lecture à l'aide du programme d'éducation à domicile. Ses handicaps physiques ne l'empêchent pas d'être scolarisée. Photo prise par le personnel de CRS.

CRÉER UN PARTENARIAT

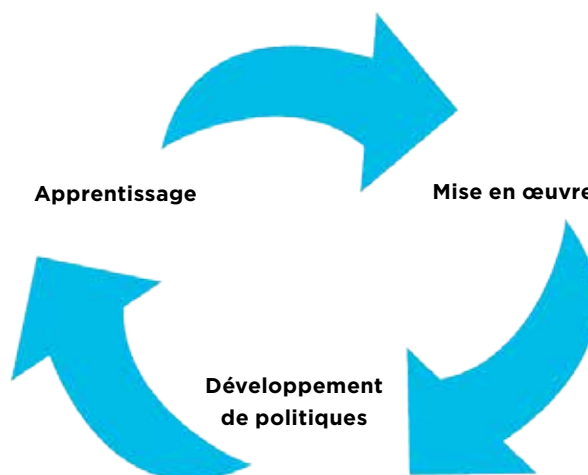
Grâce à son processus d'évaluation interne, le Gouvernement du Viet Nam a repéré des lacunes dans ses politiques d'inclusion et des problèmes liés aux handicaps dans tout le pays. En 1997, Catholic Relief Services —qui avait déjà commencé à travailler dans un programme concernant le handicap au Viet Nam— a approché le gouvernement afin de discuter d'un projet pilote potentiel. Afin de combler les lacunes entre la théorie et la pratique —et entre les politiques nationales et

ES BONNES POLITIQUES SONT FONDÉES
SUR LES BONNES PRATIQUES, MAIS TOUTES
LES BONNES PRATIQUES NE DOIVENT PAS
DEVENIR DES POLITIQUES.

la réalité locale—, CRS a encouragé l'adaptation d'une « approche ascendante de groupe de travail » que l'organisation avait employée auparavant avec succès dans la programmation visant à la consolidation de la paix en Bosnie-Herzégovine.

Cette approche de groupe de travail est fondée sur l'idée que les personnes les plus affectées par un défi sont les mieux placées pour le relever. Le groupe de travail implique la participation d'un échantillon représentatif de la société locale et des dirigeants exerçant une influence sur une situation ou bien étant affectés par cette situation, afin d'identifier et d'orienter les interventions de développement. Ces groupes très participatifs aident à diriger la mise en œuvre sur le plan communautaire et leurs réussites et leurs limitations vont façonner la formulation de politiques et l'apprentissage en la matière. Les efforts de mise en œuvre successifs feront avancer le cycle (voir le Graphique 1).

Graphique 1 : Le cycle de l'approche du groupe de travail



Ces projets pilotes sont essentiels car ils contribuent à relier les besoins réels aux pratiques innovatrices qui les abordent, à fournir des preuves pour façonner les politiques nationales et à combler le fossé entre la législation et la mise en œuvre. Ils aident également à garantir une mise en œuvre solide du point de vue technique. Les décideurs politiques sont rarement des experts techniques et même si la législation est bien informée, il faut beaucoup d'expertise technique après l'émission d'un mandat (par exemple, pour concevoir un plan d'études inclusif, former des enseignants, élaborer des programmes de formation et d'éducation préparatoires, entre autres).

VASTES APPLICATIONS

Depuis 1995, CRS s'est associé avec le Gouvernement du Viet Nam dans le but d'appliquer pleinement et de renforcer constamment les politiques concernant les personnes handicapées. L'Organisation et les

organismes gouvernementaux au niveau local, provincial et national du Viet Nam ont travaillé ensemble pour faire participer les personnes handicapées dans les domaines de l'éducation, l'emploi valorisant et l'inclusion sociale. Pendant les deux décennies qui ont succédé la première application de l'approche du groupe de travail au Viet Nam, le programme-pays de CRS a élargi avec succès l'utilisation de cette approche dans plus d'une dizaine de projets axés sur cinq lignes de programmation (voir l'encadré) et a conduit efficacement des interventions à caractère expérimental, qui ont été amplifiées dans tout le pays et ont servi à façonner les politiques nationales.

Lignes de programmation

1. Inclusion des personnes handicapées
2. Renforcement des associations communautaires de parents
3. Éducation aux risques liés aux mines et assistance aux victimes
4. Modèle de réseau pour le renforcement des systèmes de santé
5. Réduction des risques de catastrophe

OBJECTIF DE CE DOCUMENT D'APPRENTISSAGE

Le présent document d'apprentissage vise à mettre par écrit l'efficacité et la mise en œuvre de l'approche de groupe de travail appliquée à de dizaines de projets et axée sur cinq lignes de programmation au Viet Nam. Les lecteurs peuvent s'en servir pour évaluer si cette approche pourrait être utile à leurs propres activités et dans quelle mesure.

L'approche du groupe de travail peut être facilement personnalisée pour s'adapter à différents contextes et elle se développe assez naturellement. Cependant, pour aboutir à une mise en œuvre efficace il semble indispensable de compter sur un ensemble précis de caractéristiques, de connaissances, de compétences et d'attitudes.

Ce document recueille les éléments susmentionnés pour les lecteurs qui décident d'utiliser l'approche de groupe de travail dans leur programmation.

MÉTHODOLOGIE

En réponse à une demande du bureau régional de CRS au Viet Nam, l'Unité de CRS pour le partenariat et le renforcement des capacités a fourni du soutien technique et financier pour un exercice d'apprentissage structuré, lequel a façonné l'élaboration du présent document. Un examen sur dossier des documents standards du projet (par exemple, les rapports techniques) et de la documentation pertinente a été réalisé. Grâce au dialogue avec les parties prenantes du programme-pays de CRS au Viet Nam, des questions d'apprentissage ont été formulées (voir ci-dessous) et une recherche participative (voir l'encadré) a été prévue et effectuée en avril 2015. CRS a volontairement contacté de nombreuses parties prenantes et intervenantes dans le processus de renforcement des capacités du Viet Nam afin de repérer, de collecter et d'interpréter des données hétérogènes au moyen d'une série de conversations individuelles et de discussions de groupe.

LA RECHERCHE PARTICIPATIVE ÉLIMINE LA DICHOTOMIE ENTRE UN CHERCHEUR ET SON(S) OBJET(S) D'ENQUÊTE. AUCUNE CONNAISSANCE N'EST « TIRÉE » DES DES INFORMATEURS-CLÉS; LES FACILITATEURS DE LA RECHERCHE ET LES PARTICIPANTS S'EMBARQUENT DANS UNE COURTE AVENTURE D'ENQUÊTE À LA RECHERCHE D'UNE COMPRÉHENSION FONDÉE SUR DES PREUVES ET D'UN APPRENTISSAGE PRATIQUE.



Mr. Luan (center) is a landmine victim. Mr. Hai (left) and Mr. Nam (right) suffer from disabilities caused by dioxin. They all attend a vocational training course and physical rehabilitation in Dong Ha, Quang Tri. Photo by Alberto Andretta/CRS.

Tout le processus de collecte et d'interprétation des données a été orienté et structuré par des questions d'apprentissage convenues à l'avance (ce qui a été également dénommé « plan d'apprentissage »).

PLAN D'APPRENTISSAGE

1. Déterminer et décrire les caractéristiques, les moteurs, les étapes importantes et les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires pour un partenariat pluriannuel entre CRS et le Gouvernement du Viet Nam.
2. Déterminer et décrire les étapes importantes, les obstacles et les catalyseurs en ce qui concerne la durabilité des changements faits par CRS en partenariat avec le Gouvernement du Viet Nam.
3. Déterminer et décrire les différentes manières dont le partenariat a été mis à profit pour accroître la durabilité.
4. Déterminer et décrire les principaux investissements et initiatives en matière de partenariat et de renforcement des capacités.
5. Déterminer et décrire des cas d'accès plus équitable à la prise de décisions, aux ressources et aux processus administratifs, ainsi que des critères (produits) ou des résultats plus équitables.

II. RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE L'APPROCHE DE GROUPE DE TRAVAIL AU VIET NAM

Depuis 1997, l'approche de groupe de travail a été la base d'une grande partie du travail de CRS au Viet Nam et a donné des résultats profonds et souvent systémiques dans des domaines de programmation allant de l'éducation inclusive à la réduction des risques de catastrophe liés au climat. Jusqu'à présent :

- Dix mille enseignants ont été formés en matière d'éducation inclusive.
- Environ 500 000 enfants handicapés ont été inscrits dans des écoles conventionnelles.
- Des centres de formation en informatique de niveau international ont été créés dans trois établissements d'enseignement supérieur. Plus de 60% des 1 400 diplômés en technologie informatique travaillent dans ce domaine.
- Plus de 140 000 enfants et 79 000 enseignants, parents et membres de la communauté ont été formés en matière d'éducation aux risques liés aux mines.
- Un modèle de réseau de soins complets pour des enfants vulnérables a été inclus dans le Plan national d'action pour les enfants du Viet Nam (2011-2015) et il profite à 2 200 enfants dans huit provinces.
- Douze groupes communautaires de protection des forêts de mangrove ont été créés avec la collaboration de partenaires locaux. La plantation de mangroves devrait bénéficier à 80 000 personnes dans deux provinces à haut risque.
- On a renforcé 45 associations de parents dans le but d'aider plus de 1 500 enfants handicapés à accéder aux services d'éducation et de santé, ainsi qu'à d'autres services de réadaptation dans trois provinces.

Au Viet Nam, l'approche de groupe de travail a servi comme un laboratoire de projets pilotes qui ont pris de l'ampleur au niveau national et influencé les politiques du pays. Par exemple, le Modèle de réseau de CRS pour le renforcement des systèmes de santé est né dans le cadre d'une initiative, proposée en 2008, visant à éliminer les obstacles aux soins de santé auxquels devaient faire face les enfants infectés ou affectés par le VIH et leurs soignants. À la demande du Ministère du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales, le modèle s'est rapidement élargi pour inclure des enfants devenus vulnérables en d'autres circonstances (par exemple, les enfants handicapés et les survivants des mines terrestres). Le Ministère du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales a incorporé le Modèle de réseau dans son Plan national d'action pour les enfants (2011-2015) et une décision y afférente du gouvernement demande à toutes les provinces d'appliquer le Modèle dans leur contexte à titre expérimental. En outre, les séances de formation de CRS ont évolué pour devenir des programmes d'études pour plus de 3 000 étudiants en services sociaux (Modèle de réseau), 500 écoles primaires (éducation aux risques liés aux mines) et plus de 3 700 étudiants d'école primaire (réduction des risques de catastrophe).

LES INSTITUTIONS LOCALES SONT
LES MIEUX PLACÉES POUR RÉPONDRE
À LA PAUVRETÉ ET À L'INJUSTICE
STRUCTURELLES ET, DE CE FAIT, LE
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE CES
INSTITUTIONS BÉNÉFICIERA DIRECTEMENT
LE BIEN-ÊTRE DES COMMUNAUTÉS
QU'ELLES SERVENT.

III. LA PHILOSOPHIE SOUS-JACENTE DE L'APPROCHE DE GROUPE DE TRAVAIL

Tout comme les personnes, les communautés et les organisations existent dans le cadre d'un écosystème. Pour faire des changements durables au sein du système il faut tenir compte de tous ses niveaux et facettes et les mettre en action de façon appropriée.

Si les priorités et les activités peuvent largement varier, les observations historiques de CRS et des décennies d'expérience directe ont renforcé la conviction de l'organisme selon laquelle les systèmes et les structures injustes peuvent être transformés par les communautés et leurs institutions. Cette conviction a été un trait caractéristique du modèle opérationnel de CRS depuis la création de l'organisation en 1943 et elle est compatible avec le concept de Développement Humain Intégral de l'enseignement social catholique.

L'approche de groupe de travail s'harmonise parfaitement avec le Développement Humain Intégral lorsqu'elle favorise le sentiment d'appropriation des communautés et leur participation dans les programmes. L'approche innovatrice de groupe de travail a reçu la reconnaissance et l'acceptation générale des donateurs, des ONG et des partenaires privés du domaine du développement international¹.



Thien Thi Phan, une agricultrice du centre du Viet Nam, mène une discussion communautaire portant sur l'eau potable lors d'une séance de formation dispensée par CRS. Après la séance de formation, Thien partagera les informations obtenues avec les voisins absents lors de la séance. Photo prise par le personnel de CRS.

¹ La publication de l'USAID *Local Systems: A Framework for Supporting Sustained Development* (2014) est l'un des derniers exemples de cette pleine harmonisation avec la perspective originale et intégrale de l'approche de groupe de travail.

.....

“ S’OCCUPER DES ENFANTS EST NOTRE RESPONSABILITÉ, MAIS LE DÉVOUEMENT DE CRS POUR OFFRIR NON SEULEMENT UN ACCOMPAGNEMENT DE HAUT NIVEAU MAIS AUSSI UN SOUTIEN INDIVIDUEL ET PRATIQUE AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTÉ A ETÉ UN EXEMPLE CLAIR, QUI A CONSOLIDÉ ET RENFORCÉ NOTRE PARTENARIAT. CRS NE FOURNIT PAS SEULEMENT DES RESSOURCES: L’ORGANISATION TÉMOIGNE D’UN INTÉRÊT ET D’UN INVESTISSEMENT CONCRETS ENVERS NOS ENFANTS ET NOS FAMILLES. CECI A SCÉLÉ NOTRE RELATION ».

—DÉPARTEMENT DU TRAVAIL, DES INVALIDES DE GUERRE ET DES AFFAIRES SOCIALES DE LA LOCALITÉ PHU NINH

IV. DES CARACTÉRISTIQUES ET DES BÉNÉFICES CLÉS DE L’APPROCHE DE GROUPE DE TRAVAIL

PARTICIPATION SIGNIFICATIVE ET PARTENARIATS

Les groupes de travail sont composés d’un échantillon représentatif de la société locale et des dirigeants communautaires. Ils créent un espace pour la transparence, la reddition des comptes et le dialogue et somme toute ils orientent les éléments essentiels du programme. Des représentants de tous les secteurs et de tous les niveaux se réunissent autour de questions d’intérêt ou d’inquiétude communes. Le but est que le groupe soit très participatif. Il ne s’agit pas seulement d’un organe consultatif. Les membres du groupe de travail sont des intervenants et des propriétaires et les partenariats sont fondés sur de bonnes relations.

CRS définit le « partenariat » comme les différentes formes de collaboration qui améliorent la capacité d’une communauté de répondre à ses propres problèmes. D’après CRS, le partenariat se base sur une vision à long terme et sur un engagement réciproque envers la paix et la justice.ⁱⁱ

Principes de partenariat de CRS

- **Vision commune**
- **Subsidiarité**
- **Réciprocité et respect**
- **Engagement**
- **Propriété de la communauté**
- **Création de capacités**
- **Durabilité**

Lors de l’analyse de l’exercice d’apprentissage les personnes interviewées ont exprimé leur reconnaissance envers le style particulier de CRS dans le partenariat et elles l’ont décrit avec leurs propres mots comme suit :

- respectueux et humble
- engagé, coopératif et réceptif
- amical et professionnel
- équitable, responsable et transparent
- d’écoute et d’apprentissage réciproques, et de communication ouverte et directe
- souple et adaptable lors de la mise en œuvre des programmes
- opérationnel, par le biais de l’accompagnement et du mentorat. CRS n’agit pas seulement en tant que donateur, mais l’organisation partage aussi le même engagement envers les bénéficiaires et est prête à accompagner les partenaires dans la mise en œuvre des projets (par exemple, à travers les sondages de référence conçus et menés conjointement par les partenaires et CRS).

FAVORISER LA TRANSPARENCE ET LA RÉCEPTIVITÉ

La présence des dirigeants locaux tout au long d'un processus aussi sensible garantit une sécurité supplémentaire pour CRS. Les activités sont ouvertement et honnêtement guidées par les décisions des intervenants locaux (membres de la communauté, la société civile et le gouvernement local), réduisant ainsi le risque pour CRS de se voir accusé d'imposer un agenda ou un programme donné.

À travers ces processus les membres de la communauté peuvent voir de tout près la transparence du travail dans le projet, le caractère impartial de la programmation de CRS (par exemple, en ce qui concerne le ciblage des bénéficiaires) et finalement les résultats remarquables. Cette expérience a largement contribué à établir des relations de longue date et de confiance entre les fonctionnaires du gouvernement, de tous les niveaux, et CRS.



Ces jeunes participent dans un cours à distance afin d'acquérir des compétences en matière de technologie informatique utiles sur le marché du travail. Photo prise par le personnel de CRS.

CRÉER UNE INFRASTRUCTURE CIVIQUE

Dans un esprit de partenariat, les groupes de travail fournissent une plate-forme et un public pour apporter des points de vue qui n'auraient pas été disponibles autrement. Les personnes marginalisées font entendre leurs voix et ceux qui sont au pouvoir (par exemple, le gouvernement) ont accès à des bénéficiaires et à des citoyens avec lesquels ils n'auraient pas pu rentrer en contact autrement (par exemple, avec des informations à propos des nouveaux droits ou des services en place). Toutefois, les groupes de travail ne sont pas seulement consacrés à la plaidoirie. Ils promeuvent la communication, la coordination et la prise de décisions multidirectionnelles et multisectorielles. Les groupes de travail favorisent aussi la prestation de services directs et tangibles, que ce soit à travers le gouvernement ou au moyen de programmes d'organisations non gouvernementales internationales.

.....

« LA CONTRIBUTION DE CRS AU COMITÉ DE COORDINATION NATIONALE SUR LE HANDICAP EST FONDÉE SUR UNE EXPERTISE TECHNIQUE SOLIDE, RENFORCÉE PAR UNE RELATION DE CONFIANCE, PRESQUE UNE AMITIÉ. CELA EST UN VRAI PARTENARIAT. CRS EST TOUJOURS DISPONIBLE ET RÉCEPTIVE, CE QUI LA REND UNIQUE. IL N'EN EST PAS DE MÊME AVEC D'AUTRES ORGANISMES INTERNATIONAUX. ON PARTAGE ET ON CULTIVE MUTUELLEMENT LE MÊME ENTHOUSIASME ET LE MÊME ENGAGEMENT. CETTE RELATION DE PARTENAIRES SERA ENCORE PLUS IMPORTANTE LORSQUE LE COMITÉ DE COORDINATION NATIONALE SUR LE HANDICAP SERA SOUS LA PRÉSIDENTE DU PREMIER MINISTRE (CETTE PROPOSITION SERA PRÉSENTÉE EN JUIN 2015). JE VOIS CRS EN TANT QUE CONSEILLER PERMANENT DU COMITÉ.

—BUREAU DU COMITÉ DE COORDINATION NATIONALE SUR LE HANDICAP, MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES INVALIDES DE GUÉRRE ET DES AFFAIRES SOCIALES.

Une fois établis et en fonctionnement, les groupes de travail devraient être adaptés pour d'autres activités (CRS ou d'autres). Les groupes créent un espace et une habitude de collaboration et de bonnes relations, c'est à dire une « infrastructure civique » qui autrement n'existerait pas.

V. CHOISIR LES FACTEURS DE RÉUSSITE

ENGAGEMENT PARTAGÉ

Les participants du groupe de travail devraient représenter un large éventail de populations et d'intérêts. Mais parfois ces intérêts peuvent être en conflit. Un certain « épanchement » est permis, mais le groupe de travail cherche à être un outil pour l'unification autour de priorités partagées.

Au Viet Nam, cet engagement partagé et explicite s'est avéré essentiel pour les populations vulnérables. Il fournit une plate-forme solide sur laquelle le partenariat peut s'appuyer pour fonctionner, définir et évoluer.

COMMUNICATION ET ENTENTE

Les personnes interviewées ont exprimé leur frustration par rapport à une série de processus et d'exigences auxquels elles ont dû faire face pendant l'exécution du projet. Une grande partie desquels se base sur des exigences des donateurs (notamment des organismes du Gouvernement des États-Unis), qui sont en général plus strictes que celles connues par les partenaires locaux (le gouvernement ou la société civile). Étant donné que le respect de ces exigences est souvent une condition pour le financement, il est important que les initiatives de renforcement des capacités de CRS aident les partenaires à remplir les conditions en question. En outre, CRS devrait aider les partenaires à comprendre l'origine des exigences et leur raison d'être.

EXPERTISE TECHNIQUE

Les personnes interviewées ont accordé une grande importance à l'expertise technique de CRS en ce qui concerne la plaidoirie, la formulation de politiques, le renforcement des capacités de différentes parties prenantes et la mise en œuvre des programmes. Cette constellation de partenaires au Viet Nam s'étend des organisations naissantes de la société civile jusqu'aux organismes bien établis du gouvernement national, et chacun d'entre eux a une perspective et une expertise qui s'avèrent essentielles. Le rôle de CRS est toujours celui de compléter et d'améliorer la capacité existante, mais en aucun cas celui de travailler en coopérative ou de remplacer un organisme local.

VI. LIGNES DE PROGRAMMATION

Cette approche de groupe de travail est naturellement adaptable et peut s'appliquer à un nombre indéfini de domaines de programmation et de contextes locaux. Pendant deux décennies, CRS et le Gouvernement du Viet Nam ont estimé que l'approche était très utile pour promouvoir l'inclusion des personnes handicapées, garantir la prestation efficiente et efficace de services sociaux pour les personnes handicapées et les enfants vulnérables, réduire le risque des mines terrestres et de munitions non explosées et venir en aide aux victimes de ces artefacts, et aider les communautés à se préparer pour les catastrophes naturelles ainsi que mitiger les dommages causés par ces phénomènes.

ANALYSE CONTEXTUELLE

ÉDUCATION INCLUSIVE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Quelque 12,75 millions de citoyens vietnamiens souffrent d'un ou plusieurs handicaps. Les adultes et les enfants handicapés demeurent parmi les groupes les plus défavorisés de la société vietnamienne et ils se heurtent à d'énormes obstacles pour accéder à l'éducation, la formation professionnelle et les opportunités d'emploi. Seulement 25% des enfants handicapés terminent l'école primaire (ce qui contraste avec une moyenne générale de 75%) et les taux d'inscription et d'achèvement de l'école secondaire sont également très en dessous de la moyenne nationale. Encore plus grave, seulement 2% des personnes handicapées ont accès à la formation professionnelle. Une sous-estimation persistante — parmi les personnes, les familles et les communautés— des contributions économiques et sociales des personnes handicapées au Viet Nam vient souligner ces statistiques.



Yen Nhi (de quatre ans) participe dans un programme d'enseignement à domicile à Cam Lo, Quang Tri. Photo prise par Alberto Andretta de CRS.

LA SOCIÉTÉ CIVILE : UNE RESSOURCE SOUS-UTILISÉE

La société civile peut aider à mettre en relation les personnes handicapées et les familles affectées par un handicap en suscitant une prise de conscience sur les droits et les opportunités en place pour les personnes

et les enfants handicapés, en encourageant l'utilisation de services liés à l'inclusion, en aidant les familles et les communautés à comprendre de quoi sont capables les personnes handicapées, et en permettant aux personnes handicapées et à leurs familles de communiquer leurs besoins et leurs inquiétudes au gouvernement. Malheureusement, les organisations de la société civile au Viet Nam font face à des défis organisationnels, tels que le manque de rapports entre elles (par exemple, entre les organisations pour les personnes handicapées, les associations pour parents d'enfants handicapés et le gouvernement); une capacité organisationnelle insuffisante, qui leur empêche d'avoir un meilleur accès aux ressources, à remplir leurs missions et à obtenir « une place à la table » des décideurs politiques; une prise de conscience insuffisante des organisations de la société civile ainsi qu'un faible engagement du gouvernement local envers ces organisations.

ATTÉNUER LES DANGERS ACTUELS HÉRITÉS DES GUERRES PASSÉES

Les mines terrestres et les munitions non explosées souillent 15% du territoire vietnamien. Ces artefacts ont fait environ 105 000 victimes civiles au Viet Nam entre 1975 et 2007. Ces explosifs létaux se concentrent notamment dans six provinces du centre du pays, qui autrefois étaient à cheval sur les deux côtés de l'ancienne division entre le Viet Nam du Nord et le Viet Nam du Sud. Le plus souvent les gens les trouvent lorsqu'ils cultivent, paissent les animaux ou bien ramassent de la ferraille pour la vendre contre des espèces. Les enfants sont particulièrement vulnérables du fait de leur participation dans ces initiatives, de leur naïveté par rapport aux risques et parce qu'ils sont normalement plus petits que les adultes; ces armes ont été conçues pour blesser.



L'évolution défavorable des pluies saisonnières et les inondations peuvent être dévastatrices pour une famille habitant près du littoral. Grâce aux interventions en matière de réduction des risques de catastrophe les foyers peuvent devenir plus résistants. Photo prise par le personnel de CRS.

SOINS DE SANTÉ COMPLETS POUR LES ENFANTS VULNÉRABLES

Le Viet Nam a des systèmes de santé et d'éducation très fonctionnels, dotés de professionnels compétents pouvant fournir et gérer toute une gamme de services de qualité. Le gouvernement fournit plusieurs ressources pour compléter les services offerts à des enfants pauvres et vulnérables et à leurs soignants, et de nombreuses organisations des services médicaux et sociaux complémentaires. En dépit de ces importantes ressources, les enfants vulnérables ont du mal à accéder à ces programmes essentiels à cause de la faible sensibilisation, la stigmatisation (notamment liée au VIH) et la mauvaise coordination parmi les prestataires de services. Cette mauvaise coordination a permis à certains enfants de recevoir deux fois le même service, tandis que d'autres sont restés complètement en dehors du système.

SE PRÉPARER POUR DES CATASTROPHES NATURELLES INÉVITABLES

Le Viet Nam a plus de 3500 kilomètres de littoral et 70% de la population du pays est exposée aux dangers environnementaux et aux catastrophes naturelles. Dans certaines des régions les plus vulnérables, une grande partie de la population est considérée très pauvre et vit essentiellement de l'agriculture à petite échelle, de l'élevage et de la pêche. De nombreuses maisons arrivent à peine à résister aux pluies saisonnières et aux inondations et certaines ont été emportées par l'eau lors des événements météorologiques extrêmes, tels que la tempête Xan Sane qui en 2006 a détruit environ 30 000 maisons ou le typhon Ketsana (2009), qui a endommagé 1 500 maisons dans une localité. De même, les fortes pluies et les inondations graves tuent et blessent des citoyens, endommagent les cultures et détruisent le bétail. L'érosion et la salinité soudaine réduisent la portion de terres arables disponibles pour la subsistance ou pour des activités lucratives. Ces phénomènes menacent les foyers et les communautés vulnérables qui vivent déjà près du littoral, ce qui déstabilise leur sécurité alimentaire et financière et détruit leurs familles.

UN ÉCART HABITUEL ENTRE POLITIQUE ET MISE EN OEUVRE

Le Viet Nam a des lois et des politiques bien établies pour répondre à chacun de ces défis. Ces mandats sont des antécédents essentiels pour aboutir à un changement social, mais très souvent les bénéficiaires visés ne comprennent pas tout à fait les structures ou bien ils n'en tirent pas profit de façon optimale. Les gouvernements locaux ou provinciaux —où, sans doute, le changement s'avère plus urgent—peuvent ne pas bien comprendre les politiques nationales ou manquer de ressources financières et techniques pour les promulguer de façon efficace. Par ailleurs, si la société civile a le potentiel d'être un partenaire essentiel, celle-ci et le gouvernement n'ont pas toujours l'expérience de travailler ensemble. L'approche de groupe de travail a aidé à développer et à cultiver ces relations.

Quelques sélections parmi la base solide de politiques du Viet Nam

- **La Loi sur le handicap (2010) et l'Arrêté en matière d'exécution de la loi sur le handicap (2012) offrent un cadre juridique large pour assurer l'inclusion sociale et économique des personnes handicapées.**
- **La Décision N° 23 du Ministère de l'éducation et de la formation (2006) et la Loi nationale sur le handicap (2010) traitent la question du rôle et des droits des personnes handicapées dans la société vietnamienne.**
- **L'Arrêté N° 67 du Ministère du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales (2009) permet aux foyers pauvres admissibles de recevoir une allocation mensuelle minimale et des soins médicaux de base gratuits et établit la gratuité des services d'assurance maladie pour les enfants de moins de six ans.**
- **La Stratégie nationale pour la prévention de catastrophes naturelles, l'intervention et l'atténuation de leurs effets pour 2020 (2007) et la Loi sur l'état de préparation et la prévention de catastrophes naturelles (2013) fournissent des stratégies et des programmes perfectionnés pour réduire les risques de catastrophe et mitiger les effets du changement climatique.**
- **Le Plan national ciblé pour le changement climatique (2008) est largement axé sur l'adaptation des lois précédentes.**
- **La Décision N° 1002/QĐ-TTg (2009) favorise la sensibilisation des communautés et la gestion**

Ligne de programmation 1 : Inclusion des personnes handicapées

DURÉE :	1997 - À PRÉSENT
But :	Encourager la pleine participation des personnes handicapées dans tous les aspects de la vie, en garantissant l'accès égalitaire à l'éducation et à l'emploi et l'application de la législation en matière de handicap à tous les niveaux, afin de renforcer le droit des vietnamiens handicapés à exprimer leurs propres besoins et intérêts.
Partenaires :	<p>Gouvernement du Viet Nam : au niveau national</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ministère du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales • Ministère de l'éducation et de la formation • Comité de coordination nationale sur le handicap <p>Société civile : au niveau national</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institut national vietnamien de sciences de l'éducation • Fédération vietnamienne pour les personnes handicapées • Universités vietnamiennes <p>Gouvernement du Viet Nam : aux niveaux provincial, municipal et local</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comités populaires • Département du travail, des invalides de guerre et des affaires sociale • Département de l'éducation et de la formation <p>Société civile: aux niveaux provincial, municipal et local</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de personnes handicapées
Donateurs :	<ul style="list-style-type: none"> • Caritas Australia • CRS • Irish Aid • Donateurs privés • USAID

ÉLABORATION DE POLITIQUES

Les institutions publiques, telles que les écoles ou les programmes sociaux, ne peuvent pas prendre des mesures à grande échelle sans recevoir une orientation formelle. CRS fournit du soutien technique au gouvernement central et aux gouvernements provinciaux et municipaux pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques gouvernementales renforçant les rôles et les droits des personnes handicapées dans la société vietnamienne. En outre, CRS et toute une gamme d'organismes gouvernementaux travaillent en étroite collaboration pour repérer les domaines dans lesquels ces politiques devraient être révisées ou améliorées afin de mieux servir les citoyens.

MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES

Aux niveaux provincial et municipal, CRS a contribué avec la formation et la sensibilisation des personnes responsables de transformer la loi nationale en réalité locale. CRS a aidé à sensibiliser les autorités gouvernementales locales aux nouvelles politiques et à les mettre en pratique. Par exemple: CRS a travaillé avec le gouvernement et les dirigeants civiques pour renforcer les capacités locales dans le but d'aider les personnes handicapées et leurs familles et pour mettre en place une éducation inclusive dans les écoles.

Les interventions de CRS visent également les enseignants et d'autres décideurs à fin de changer les perceptions et les attentes des personnes handicapées. CRS a développé des programmes d'études et a formé des enseignants en matière d'éducation et de gestion inclusive pour leurs salles de cours, et travaille avec des partenaires des secteurs public et privé pour promouvoir l'emploi valorisant des personnes handicapées. CRS contribue à réduire davantage les obstacles à l'enseignement supérieur et à l'emploi en mettant à disposition des technologies d'assistance appropriées dans les deux domaines.

ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les organisations pour les personnes handicapées et d'autres organisations de la société civile jouent un rôle important dans la sensibilisation aux opportunités et aux droits offerts à leurs membres. Les organisations pour les personnes handicapées peuvent encourager l'utilisation des services liés à l'inclusion, aider les familles et les communautés à mieux comprendre de quoi sont capables les personnes handicapées et leur permettre de communiquer leurs besoins et leurs inquiétudes au gouvernement.- Dans ce but, CRS soutient l'établissement des partenaires de la société civile et renforce leurs capacités.

Ligne de programmation 2 : Renforcement des associations communautaires de parents

DURÉE :	2010 - À PRÉSENT
But :	Renforcer la voix des personnes handicapées dans le dialogue politique avec les gouvernements locaux et promouvoir l'acceptation et l'autonomisation des personnes handicapées dans leurs communautés.
Partenaires :	<p>Gouvernement du Viet Nam : au niveau national Société civile : au niveau national Fédération vietnamienne pour les personnes handicapées Gouvernement du Viet Nam : aux niveaux provincial, municipal et local Société civile: aux niveaux provincial, municipal et local : Organisation pour les personnes handicapées</p>
Donateurs :	<ul style="list-style-type: none"> • CRS • Caritas Australia • Irish Aid

Tout en reconnaissant que le renforcement des capacités de la Fédération vietnamienne pour les personnes handicapées, des organisations pour les personnes handicapées et des organisations de parents — combiné avec les liens entre les membres de la Fédération et ceux des organisations pour les personnes handicapées, et entre celles-ci et les associations de parents— aidera à améliorer les services et, par conséquent, la qualité de vie des adultes et des enfants handicapés, CRS soutient l'établissement de partenaires de la société civile et renforce leurs capacités.

CRS soutient l'établissement et renforce les capacités de six organisations municipales pour les personnes handicapées et de 12 associations municipales de parents d'enfants handicapés. Les initiatives viseront également à connecter les organisations pour les personnes handicapées avec les associations de parents d'enfants handicapés, afin de veiller à ce que les voix des personnes handicapées de la communauté soient entendues et à ce que l'application des politiques et les programmes des services sociaux pertinents tiennent compte de leurs droits et leurs besoins et y répondent.

Ces initiatives et cet engagement des organisations pour les personnes handicapées avec les gouvernements provinciaux et municipaux contribueront à assurer la mise en œuvre efficace de la phase de soutien 2012-2020 du Plan national d'action pour les personnes handicapées et à garantir que les ressources budgétaires seront destinées à soutenir les besoins et les préférences exprimés par les personnes handicapées dans les domaines ciblés.

Ligne de programmation 3 : Éducation aux risques liés aux mines et assistance aux victimes

DURÉE :	2000 - À PRÉSENT
But :	Réduire l'impact et le risque de lésion ou de décès causés par des munitions non explosées ou par de mines terrestres dans les communautés à haut risque dans trois provinces.
Partenaires :	<p>Gouvernement du Viet Nam : aux niveaux provincial, municipal et local</p> <ul style="list-style-type: none"> • Département du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales • Département de l'éducation et de la formation • Comités populaires municipaux <p>Société civile: aux niveaux provincial, municipal et local</p> <ul style="list-style-type: none"> • Syndicat provincial des jeunes • Comités populaires municipaux • Association de parents d'enfants handicapés • Organisation de personnes handicapées
Donateurs :	<ul style="list-style-type: none"> • Bureau d'enlèvement et de réduction des armes du Département d'État des États-Unis • Caritas Australia • CRS

Pendant que les opérations de déminage sont en cours, CRS travaille pour atténuer l'impact des mines terrestres et des munitions non explosées dans des régions ciblées, à travers :

- L'assistance aux victimes : la prestation de services communautaires pour les survivants basés sur leurs besoins, afin de traiter leurs besoins médicaux et émotionnels et de veiller à ce qu'ils soient réinsérés dans leurs communautés (par exemple, au moyen de possibilités dans les domaines social et éducatif ou des offres d'emploi)
- Éducation aux risques : améliorer les connaissances des étudiants (de la première année à la cinquième année) en ce qui concerne les risques liés aux mines terrestres et aux munitions non explosées, afin de prévenir des lésions ou de décès supplémentaires.

La Théorie du changement est directe : si les étudiants et les communautés sont éduqués aux risques liés aux mines terrestres et si les survivants ont plus d'accès à des services sociaux complets, les communautés compteront moins d'incidents liés aux explosifs et les personnes affectées auront une meilleure qualité de vie.

Le Département de l'éducation et de la formation dans trois provinces ciblées a approuvé le programme d'études en matière d'éducation aux risques liés aux mines élaboré par CRS (pour les années première à cinquième), qui est largement utilisé. Plus de 500 écoles primaires des provinces ciblées ont appliqué les directrices pour l'intégration de l'éducation aux risques liés aux mines et aux munitions non explosées dans leurs programmes d'études obligatoires et plus de 140 000 enfants et 79 000 enseignants, parents et membres de la communauté ont été formés en la matière.

Ces efforts ont contribué à réduire considérablement les décès causés par les mines terrestres ou par les munitions non explosées dans les zones ciblées : de 53 en 2012 à 37 en 2013.²

Le soutien personnalisé des victimes est basé sur une évaluation des besoins et un inventaire de références (de prestataires de services) effectués par des travailleurs communautaires formés par CRS, en partenariat avec des Départements du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales au niveau municipal et des comités populaires sur le plan communautaire. Il est prévu que ces projets bénéficieront à 5 000 personnes.

Ligne de programmation 4 : Modèle de réseau pour le renforcement des systèmes de santé

DURÉE :	2008 - À PRÉSENT
But :	Établir des réseaux entre des prestataires de services formés, des systèmes de référence efficaces et des soins médicaux complets améliorés pour des enfants en situation spéciale (également appelés « enfants vulnérables ») au centre du Viet Nam.
Partenaires :	<p>Gouvernement du Viet Nam : au niveau national</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ministère du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales • Université du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales - Faculté des services sociaux <p>Gouvernement du Viet Nam : aux niveaux provincial, municipal et local: Département du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales</p> <p>Société civile: aux niveaux provincial, municipal et local : Associations de parents d'enfants handicapés et organisations pour les personnes</p>
Donateurs :	<ul style="list-style-type: none"> • CRS • Rauenhorst Foundation • UNICEF • USAID (subvention en cascade à travers Pact)

Le Modèle de réseau de CRS est né en réponse aux obstacles aux soins de santé auxquels devaient faire face les enfants infectés ou affectés par le VIH et leurs soignants. À la demande du Ministère du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales, ce modèle s'est rapidement élargi pour inclure des enfants devenus vulnérables en d'autres circonstances, tels que les enfants handicapés ou les survivants des mines terrestres. Ce Modèle de réseau encourage les différents organismes gouvernementaux à se rassembler pour répondre à l'ensemble des besoins de chaque enfant et déplace le paradigme de réponse de la programmation sur le VIH axée sur la santé publique à une approche axée sur l'assistance sociale.

² Source : Données tirées de Clear Path International, Viet Nam.

La Théorie du changement qui étaye le Modèle postule que si les outils politiques appropriés sont en place au niveau national et il y a une formation adéquate en matière de soins de santé complets pour les enfants au niveau provincial, les enfants vulnérables pourront mieux accéder aux services dont ils ont besoin et améliorer ainsi leur qualité de vie.

Pour la mise en œuvre le Modèle de réseau, CRS fournit de l'assistance technique et des conseils au Département du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales, chargé de coordonner les opérations entre les prestataires de services locaux de six domaines de service de base (la santé, la nutrition, l'éducation, les domaines psychosocial et juridique et les refuges), afin d'assurer un soutien intégral pour les enfants ayant de besoins multiples. Le Département du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales agit en tant qu'organisme principal d'exécution. Le Modèle de réseau de CRS se sert d'une approche de gestion des cas, selon laquelle le personnel local des affaires sociales rentre en contact direct avec les enfants et les familles afin d'évaluer leurs besoins et de les mettre en contact avec les services communautaires existants. Sur le plan communautaire, le bien-être général de chaque enfant peut être considéré dans son environnement familial, en écartant ainsi la nécessité de soins institutionnels. Le Modèle de réseau général établit des systèmes fonctionnels pour l'évaluation, l'analyse, la recommandation et le suivi des enfants y inscrits.

Ligne de programmation 5 : Réduction des risques de catastrophe

DURÉE :	2011 - À PRÉSENT
But :	Renforcer l'état de préparation de la communauté pour la réduction des risques de catastrophe aux niveaux communautaire et scolaire et promouvoir les modèles communautaires d'adaptation au changement climatique et la protection des ressources environnementales.
Partenaires :	<p>Gouvernement du Viet Nam: au niveau national</p> <p>Société civile : au niveau national</p> <p>Gouvernement du Viet Nam : aux niveaux provincial, municipal et local</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comités populaires <p>Société civile: aux niveaux provincial, municipal et local</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bureau provincial de coordination en matière de changement climatique
Donateurs :	<ul style="list-style-type: none"> • Caritas Australia • Margaret A. Cargill Foundation (MACF) • OFDA/USAID

CRS travaille avec les autorités provinciales et locales et avec la communauté dans le but d'améliorer la résilience face aux risques naturels des communautés côtières centrales exposées aux catastrophes :

- En renforçant les capacités à travers la formation des formateurs avec les entités du gouvernement local qui, à leur tour, promeuvent (avec des membres du groupe de travail du village) la planification participative avec les communautés.
- En aidant les membres du groupe de travail du village à plaider en faveur du financement des communes pour traiter les besoins en matière de réduction des risques de catastrophe.

- En renforçant l'état de préparation de la communauté pour la réduction des risques de catastrophe aux niveaux communautaire et scolaire.
- En promouvant des modèles communautaires d'adaptation au changement climatique et en protégeant les ressources environnementales

La Théorie du changement proposée par CRS oriente cette approche : si les organismes publics et privés et la société civile au niveau communautaire ont des connaissances et des compétences suffisantes en matière de réduction des risques de catastrophe et travaillent ensemble pour promouvoir et appliquer partout des modèles communautaires d'adaptation au changement climatique et des ressources de protection de l'environnement, alors les communautés seront plus résistantes aux catastrophes naturelles survenues dans le cadre du changement climatique.

Au niveau des foyers et de la communauté, CRS soutient un processus participatif pour la planification en matière de réduction des risques de catastrophe et promeut des mesures de préparation, telles que les techniques de subsistance résistantes aux catastrophes et les simulacres d'évacuation et de réponse. CRS soutient également l'établissement d'initiatives communautaires participatives visant à la régénération, à la protection et à la maintenance des mangroves et travaille pour sensibiliser aux bénéfices à long terme de la protection de ces formations forestières.

Au niveau scolaire, CRS a aidé à intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les programmes d'études de l'éducation primaire et à former les enseignants et les étudiants en la matière.



Thien Thi Phan et Duong Thi Bach Nguyen, responsable de projet de CRS, analysent un plan de préparation en cas de catastrophe. Elles ont travaillé avec le gouvernement local pour déterminer des sites d'évacuation et les foyers vulnérables et pour renforcer les systèmes d'alerte précoce. Photo prise par le personnel de CRS.

VII. CONCLUSION

DES SOLUTIONS AU NIVEAU LOCAL, DES RÉSULTATS AU NIVEAU NATIONAL

CRS a appliqué pour la première fois l'approche de groupe de travail en Bosnie-Herzégovine, dans le cadre des initiatives de consolidation de la paix après la guerre. Cette approche est fondée sur l'idée que les personnes les plus affectées par un défi sont les mieux placées pour le relever. Les membres de la société locale et les dirigeants exerçant une influence sur une situation ou bien étant affectés par cette situation aident à déterminer et à orienter les interventions de développement et à diriger la mise en œuvre au niveau communautaire. Leurs réussites et limitations vont façonner la formulation de politiques et l'apprentissage en la matière. Les efforts de mise en œuvre successifs continueront de faire avancer le cycle de de pratique, d'apprentissage et d'élaboration de politiques.

L'approche de groupe de travail a été la base d'une grande partie du travail de CRS au Viet Nam depuis 1995 et a donné des résultats profonds et souvent systémiques dans les cinq lignes de programmation :

1. Inclusion des personnes handicapées
2. Renforcement des associations communautaires de parents
3. Éducation aux risques liés aux mines et assistance aux victimes
4. Modèle de réseau pour le renforcement des systèmes de santé
5. Réduction des risques de catastrophe

Comme conséquence directe de l'approche de groupe de travail :

- Des centres de formation en informatique de niveau international ont été créés dans trois établissements d'enseignement supérieur. Entre 60% et 70% des diplômés en technologie informatique de ces institutions travaillent dans ce domaine.
- Plus de 140 000 enfants et 79 000 enseignants, parents et membres de la communauté ont été formés en matière d'éducation aux risques liés aux mines.
- Un modèle de réseau de soins complets pour des enfants vulnérables a été inclus dans le Plan national d'action pour les enfants du Viet Nam (2011-2015) et il profite à 2.200 enfants dans huit provinces.

CARACTÉRISTIQUES ET BÉNÉFICES CLÉS

L'approche du groupe de travail peut être facilement personnalisée pour s'adapter à différents contextes et elle se développe assez naturellement. Cependant, l'analyse des applications de cette approche a permis à CRS de trouver quelques caractéristiques et des connaissances, des compétences et des attitudes en commun :

- La participation significative de tous les membres des groupes de travail et l'établissement de partenariats entre eux ; ils sont des intervenants et des propriétaires des interventions dans leurs communautés.
- Favoriser la transparence et la réceptivité est un moyen pour que l'intervention puisse aborder efficacement les causes fondamentales d'un défi prioritaire pour la communauté et permet d'améliorer les relations de confiance entre des parties prenantes hétérogènes, voire incompatibles.
- Créer une infrastructure civique ; l'approche de groupe de travail crée une plate-forme et un public pour apporter des points de vue qui auraient pu être négligés ou marginalisés. Un groupe de travail créé pour aborder un problème devrait être adapté à d'autres défis pouvant se présenter dans la communauté.
- Les groupes ont plus de succès lorsqu'ils partagent un engagement, communiquent et se comprennent de façon efficace et se *complètent* au lieu de remplacer la capacité technique et institutionnelle existante.

EFFETS À LONG TERME ET POSSIBILITÉS DANS L'AVENIR

L'approche de groupe de travail et le partenariat correspondant entre CRS et le gouvernement ont généré des antécédents importants pour aboutir à un changement durable. Les programmes qui en découlent sont conçus et exécutés en fonction des ressources locales et des systèmes disponibles et ont été élargis pour être au service d'autres populations vulnérables

CRS estime que l'approche de groupe de travail a le potentiel d'établir plus de liens et d'élargir la collaboration entre les différentes facettes des communautés, de la société civile, des organismes d'exécution et des partenaires gouvernementaux (à tous les niveaux).

Les relations établies peuvent dénicher d'autres possibilités de renforcement des capacités (y compris des connaissances, des compétences et des attitudes individuelles et collectives, des systèmes et des structures organisationnels et l'accompagnement) ; le renforcement des capacités peut être dirigé par des organisations internationales non gouvernementales, comme CRS, ou par des institutions locales, selon le cas.

CRS espère que d'autres équipes au sein de l'Organisation, les organisations homologues et les partenaires du gouvernement envisagent de tirer parti de l'approche de groupe de travail lorsqu'ils impliqueront les communautés et les gouvernements dans l'élaboration des politiques et des programmes efficaces.

ⁱOrganisation internationale du Travail, Inclusion of People with Disabilities in Viet Nam. (Hanoi, Vietnam, 2013).

ⁱⁱCatholic Relief Services, Renforcement institutionnel : développement de processus professionnels solides. (Baltimore, MD, 2011).

ⁱⁱⁱS. S. Cordall, "Landmines still exacting a heavy toll on Vietnamese civilians," The Guardian. September 18 2012. <http://www.theguardian.com/world/2012/sep/18/vietnam-unexploded-landmines-bombs>.